



**Die Gewerkschaft.  
Le Syndicat.  
Il Sindacato.**

Discours du 1er mai 2023, Sion  
**Véronique Polito, Vice-présidente Unia**

(Seul le texte prononcé fait foi.)

Chères & chers camarades,

Il y a des moments, trop, c'est trop.

Il y a eu 2020, la crise du Covid. On nous a demandé des sacrifices. Le personnel soignant et les infirmières devaient travailler jour et nuit. Elles étaient forcées de se rendre au travail même quand elles étaient malades. Les vendeuses et les employé-s de la logistique devaient faire des journées à rallonge. On voulait les faire travailler jour et nuit et même le dimanche. Les partis de droite et les patrons voulaient même profiter de la crise sanitaire pour modifier à long terme les dispositions légales. « Il faut assurer l'approvisionnement et relancer l'économie », disaient-ils. Heureusement, les gens sont allés sur leur balcon pour applaudir et remercier le personnel soignant. En Suisse alémanique, le mot « systemrelevant » a fait son apparition et a été déclaré le mot de l'année. On voulait dire par là que certains métiers étaient indispensables pour la survie du système, des métiers dits « essentiels ». Majoritaires dans ces métiers, les femmes faisaient partie des personnes largement applaudies sur les balcons. On disait : « il faut reconnaître et valoriser enfin leur travail. ». L'invisible était devenu enfin visible.

La réponse aux applaudissements ne s'est pas fait attendre. Fin 2021 déjà, le Parlement s'est décomplexé et a recommencé à distribuer des gifles. Il s'est d'abord attaqué aux femmes, les mêmes qu'on applaudissait depuis les balcons. Pour leurs bons et loyaux services, au lieu d'une augmentation salariale, on a augmenté l'âge de leur retraite. 7 milliards d'économie sur leur dos et un an de travail pénible en sus... rien que ça ! Sans compter l'augmentation du taux de TVA pour tout le monde. Si la révision est bel et bien passée l'automne dernier, c'est à un cheveu, notamment grâce aux riches... mais aussi, hélas, grâce à ces messieurs en Suisse alémanique qui étaient passés du « systemrelevant » à « irrelevant ». Celles qui avaient été indispensables pour faire fonctionner le système, tout à coup étaient redevenues invisibles.

Mais, ce n'était pas fini...

En 2022, la guerre en Ukraine a éclaté et révélé des nouveaux problèmes d'approvisionnement. Cette nouvelle crise a relancé l'inflation et renforcé la crise du pouvoir d'achat qui touche toujours plus fortement la classe moyenne et la classe ouvrière :

- Le prix de l'énergie a explosé, avec pour la seule année 2023 une augmentation de 30% des coûts moyens pour les ménages
- Le prix des denrées alimentaires a également pris l'ascenseur : on paie jusqu'à 20% de plus cette année pour des produits de première nécessité, comme par exemple l'huile, le beurre, le sucre, le fromage, les œufs. Une expression « essayer de mettre du beurre dans les épinards » devient une réalité pour toujours plus de ménages.
- Après une pause durant la crise sanitaire les primes d'assurance-maladie ont elles aussi explosé dépassant 6% d'augmentation.

- Et c'est sans compter l'appétit des propriétaires et spéculateurs immobiliers qui vont profiter de l'augmentation des taux d'intérêts pour augmenter les loyers, alors même qu'ils ont pendant des années engrangé des profits monumentaux sur le dos des locataires.

Mais, ce n'était pas fini...

En 2023, le Parlement en a remis une couche : après AVS21, il fallait absolument faire passer LPP21, la seconde réforme des retraites, celle de notre 2<sup>ème</sup> pilier. Le principe : « Payer plus, pour toucher moins ! » Mais cette fois, la réforme ne se fait pas seulement sur le dos des femmes. Avec la baisse du taux de conversion et l'augmentation massive des cotisations, tout le monde passe à la caisse. La plupart verront leurs salaires, mais aussi leurs rentes baisser. Pour les femmes et les petits revenus, à qui on avait promis monts et merveilles après AVS21, la pilule est encore plus amère : elles devront accepter des baisses de salaire importantes pour cotiser au deuxième pilier pour des retraites misérables. Contre cette nouvelle attaque sur notre système de retraite et nos salaires, les syndicats n'avaient pas d'autres choix que de lancer à nouveau le référendum.

Et c'est à ce moment-là que KKS, notre conseillère fédérale libérale, est venue au secours du Crédit Suisse et a fait le cadeau du siècle à l'UBS : 259 milliards de liquidités et de garanties étatiques libérés en 4 jours, sans conditions, pour sauver un système bancaire irresponsable et immoral. 259'000 milliards, c'est 5 fois plus que les réserves de l'AVS accumulées en 75 ans d'existence !

Là, il faut l'avouer, trop c'est trop !

Injecter des milliards dans un système bancaire « too big to fail », spéculatif et non régulé est une erreur magistrale qui va hypothéquer notre futur et mettre tout notre système en péril. On investit l'argent de l'Etat dans la spéculation au lieu de l'investir dans la société, le service public, l'économie réelle. C'est notre cohésion sociale qui est en jeu :

- Aujourd'hui, 300 personnes par mois, surtout des femmes, quittent les professions de la santé en raison d'épuisement et de manque de reconnaissance professionnelle – l'approvisionnement en soins risque bientôt de ne plus être garanti.
- Aujourd'hui, le pouvoir d'achat de la classe moyenne et ouvrière baisse, alors que les richesses et la productivité augmentent.
- Aujourd'hui, les discriminations salariales augmentent à nouveau pour les femmes des nouvelles générations, alors que les femmes ont largement rattrapé le retard qu'elles avaient en matière de formation.
- Aujourd'hui, alors que l'AVS est sensée couvrir les besoins vitaux, 20% des retraité-e-s sont pauvres ou menacés de pauvreté. Nombreuses sont les femmes qui doivent vivre avec un revenu en dessous du seuil absolu de pauvreté durant leur retraite.
- Et aujourd'hui, alors que le Conseil fédéral vient de garantir 259 milliards pour le sauvetage du Crédit Suisse, il prévoit de réduire le financement de l'AVS, de baisser les rentes des veuves, d'épargner dans le système de formation professionnelle, dans les transports publics régionaux et dans l'assurance-chômage.

Chères & chers camarades, **quand trop c'est trop, il faut savoir dire « ça suffit ! »**

Ne gardons pas le poing dans notre poche, ne nous laissons pas traiter comme des paillasons ! En Allemagne, en France, en Grande-Bretagne, les travailleuses et travailleurs se sont mobilisés contre les pertes de pouvoir d'achat, contre le démantèlement des rentes. Après le scandale de CS et de l'UBS, le 1<sup>er</sup> mai ne doit être qu'une première étape d'une mobilisation pour plus de justice sociale. La prochaine mobilisation sera celle du 14 juin, la grève des femmes. Je vous invite toutes et tous à vous mobiliser pour ce 14 juin : quand on traite nos mères, nos sœurs, nos filles, nos collègues et amies comme des paillasons, c'est nous tous que nous maltraitons.

Vive le 1<sup>er</sup> mai, vive la lutte !